

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

HENRI BRENIER

**Les dévastations allemandes en France et les inexactitudes
de M. J. M. Keynes**

Journal de la société statistique de Paris, tome 62 (1921), p. 201-206

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1921__62__201_0

© Société de statistique de Paris, 1921, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

IV

LES DÉVASTATIONS ALLEMANDES EN FRANCE

ET LES INEXACTITUDES DE M. J. M. KEYNES

Il m'a été demandé de résumer les principaux faits sur lesquels j'ai basé ma réfutation de la partie du livre de M. J. Keynes (*Les Conséquences économiques de la Paix*) dans laquelle celui-ci a accusé la France d'exagération « effrontée »

de ses pertes matérielles, réfutation qui a paru dans le *Times* et le *Journal des Débats* (1). Cette compression à l'extrême d'articles déjà très concis me contraint à employer une forme extrêmement sèche, de style, à certains moments, si l'on peut dire, quasi-télégraphique, que l'on voudra bien excuser. J'aurai même recours à de simples tableaux.

SUPERFICIE ET POPULATION DES TERRITOIRES ENVAHIS. — M. Keynes prétend que pas plus de 4 % du territoire de la France ne s'est trouvé dans la zone véritablement *dévastée*. Le pourcentage réel est non pas 4, mais près de 7 (exactement 6,75 %, si l'on estime que pas plus de 3.600.000 hectares ne se sont trouvés dans la zone de guerre, et leur chiffre officiel est 3.800.000 hectares). Si l'on considère non plus les régions effectivement *dévastées*, mais les dix départements *envahis*, leur superficie atteignait 6.238.000 hectares (Belgique et Pays-Bas ensemble). M. Keynes ne dit rien de la *richesse propre* de son pourcentage du territoire français, d'ailleurs faux. Or c'était, après Paris, de beaucoup la partie la plus riche de la France. Il ne dit rien de la population. Or elle représentait, avec ses 6.500.000 âmes, *un sixième* de la population française. Il en restait 1.944.000 seulement à l'armistice. Le restant avait fui ou avait été « évacué ». Et combien étaient morts. Nulle part, en France, la densité de la population n'était plus forte. Elle était en moyenne de plus de 100 habitants au kilomètre carré (74 en moyenne pour la France), atteignant 107 en Meurthe-et-Moselle; 158 dans le Pas-de-Calais, et jusqu'à 340 dans le Nord. M. Keynes ne mentionne que *deux* villes entièrement détruites (Reims et Saint-Quentin) sous prétexte que, seules, elles dépassaient 35.000 habitants. Il ne dit rien des 3.522 autres communes envahies par l'ennemi. Rien des souvenirs historiques ni des trésors artistiques qu'elles représentaient.

PERTES IMMOBILIÈRES. — Après les admirables études de M. Edmond Michel (2), il est facile de réfuter les inexactitudes de M. Keynes sur ce point. Il avait fixé d'autorité à 6 milliards 200 millions la valeur des nos ruines immobilières (bâtiments de toutes sortes, y compris les bâtiments industriels et ruraux). Grâce à l'appui de M. Michel j'avais pu démontrer que le chiffre de 18 milliards, donné en janvier 1919 par M. Louis Dubois (et que M. Keynes avait à sa disposition), était *acceptable* comme représentant la valeur des 594.000 bâtiments sinistrés. M. Keynes s'est donc trompé sur ce premier point du simple au *triple* tout simplement.

PERTES DE L'AGRICULTURE. — M. Keynes estimait (p. 117 de l'édition anglaise) que la somme de 100 millions de livres sterlings (2 milliards 500 millions de francs) était « extravagante » pour cet ordre de pertes. Je n'ai pas eu

(1) Les articles du *Times* ont paru le 4 décembre 1920 et à partir du 24 janvier 1921. Pour les *Débats*, numéros des 6 décembre 1920; 26, 27, 29, 30 et 31 janvier 1921. Ces articles ont été repris dans le *Bulletin* de l'Union des grandes associations pour l'expansion nationale de mars 1921. Voir aussi un article dans la *Revue économique internationale* de février 1921. Nous nous en servirons sans scrupule.

(2) Voir notamment la dernière, *La Valeur immobilière des régions libérées*, *Journal Soc. Statistiq.*, janvier 1921.

de peine à prouver que, pour les seuls éléments suivants : la terre proprement dite (1.724.000 hectares de cultures sérieusement endommagées sur environ 3 millions d'hectares de terrain agricole et forestier, sans parler des terres seulement « abimées »), les instruments agricoles et le cheptel, la somme non pas de 100 millions, mais de 355 millions de livres sterling (8 milliards 675 millions de francs) pouvait être considérée comme un minimum. Pour le cheptel, par exemple, les régions envahies, qui possédaient 4.492.500 animaux de ferme avant la guerre, étaient réduites à 2.487.900 au 31 décembre 1920. Et à quel prix eût-il fallu racheter la différence ! Si l'on faisait entrer en ligne de compte la valeur des engrais, des semences, des récoltes sur pied et engrangées perdues, les dommages *indirects* (perte de revenu); les dommages énormes causés aux bois et forêts, on arriverait à une somme *huit* fois supérieure à l'estimation, purement arbitraire et fantaisiste, de M. Keynes.

DESTRUCTION DES MOYENS DE COMMUNICATION (1)

CHEMINS DE FER

Grandes lignes :	
Longueur des lignes principales détruites.	2.138 kilomètres
— endommagées.	1.162 —
(A ajouter plusieurs milliers de kilomètres de voies accessoires.)	
Longueur des lignes rendues à la circulation . . .	la totalité.
(N. B. — Dès fin 1919.)	

Nous ne disons pas « reconstruites ».

Déficit en wagons de marchandises par rapport à 1914, même en comprenant les wagons livrés à l'armistice	41.700 wagons
Chemins de fer départementaux et tramways :	
Longueur endommagée.	2.286 kilomètres
— rétablie (mai 1920).	1.350 —

ROUTES

Longueur totale endommagée	69.800 kilomètres
— remise en complet état (mai 1920).	2.265 —
— « réparée » (mai 1920).	17.789 —
Nombre de ponts détruits.	3.223 —
Matériaux de réfection (estimation).	13.000 000 m ³
Pavés	100.000.000 tonnes

CANAUX

Longueur endommagée	1.075 kilomètres
Nombre de systèmes affectés	8 —
(Aire, Haute-Deule et dérivation de la Scarpe, canal de la Sensée, canal de Saint-Quentin et de l'Escaut, canal de Sambre-et-Oise, canal de la Somme, canal des Ardennes, branches nord du canal de l'Est.)	
Transit du seul canal de Saint-Quentin, par an (avant la guerre).	8.000.000 tonnes

(1) Ce tableau et le suivant d'après mon article de la *Revue économique internationale* de février 1921.

Pour les voies ferrées, par exemple, il faudrait ajouter les dégâts causés aux ponts et viaducs (1.185), tunnels (13), aux stations, aux bâtiments de toutes sortes, aux dépôts de locomotives, aux réservoirs d'eau, aux systèmes de signaux, aux aiguillages, aux lignes télégraphiques et téléphoniques spéciales aux chemins de fer, etc. Et nous ne disons rien des *lignes télégraphiques et téléphoniques générales*.

DESTRUCTION DES INDUSTRIES

Nombre total des industries recensées par l'Office de reconstitution industrielle (fin octobre 1920) **23.287**

INDUSTRIES ALIMENTAIRES

Sucreries et distilleries :

Nombre total en France (1914)	214
— des endommagées	145
— sur lesquelles ont eu leur matériel détruit.	130
— des raffineries détruites.	11
— des distilleries détruites.	78
— produisant en alcool rectifié.	1.766.080 hectolitres

Brasseries :

Nombre existant en France en juillet 1914.	2.825
— détruites ou vidées de leur matériel.	1.800
— produisant en bière.	12.000.000 hectolitres

Plus de minoteries, biscuiteries, chocolateries, rôtisseries de café et de chicorée, fabriques d'eaux gazeuses, entrepôts de vins de Champagne, etc.

INDUSTRIES CHIMIQUES

Grosse industrie chimique :

Nombre de firmes des régions envahies.	261
Production totale d'avant-guerre.	800.000 tonnes
— en octobre 1920	215.000 —

Acide sulfurique, superphosphates, acide chlorhydrique, acide nitrique, sulfate de cuivre, soude, etc.

Autres sinistrés :

129 huileries, 11 fabriques de colle et gélatine, 4 fabriques d'explosifs, 8 de couleurs et vernis, 70 savonneries (petites), 23 usines à caoutchouc, 5 raffineries d'huile minérale, 7 amidonneries, etc.

Verreries, cristalleries, glaceries, fabriques de bouteilles :

Quelques grosses firmes totalement anéanties (Saint Gobain, Chauny, Folembray), 95 % de destructions et Aniche. Moyenne : 80 %.

INDUSTRIE TEXTILE

Coton :

Nombre de broches de la région envahie	3.000.000
— en marche en octobre 1920.	1.100.000

N. B. — Des centres comme Saint-Quentin ont été complètement détruits (5.500 métiers mécaniques, 8.000 métiers à bras dans les campagnes). Le centre tullier de Caudry a aussi beaucoup souffert.

Lainé :

Nombre de broches (y compris le peignage).	2.000.000
— en marche en octobre 1920.	1.000.000

N. B. — 88 % des broches du Cambrésis et de Fourmies (654.000 sur 741.500) ont été détruites. 20.000 métiers sur 23.000. Destruction totale des fabriques de la région de Sedan. Il ne restait qu'un établissement à Reims et dans la vallée de la Suippe sur 25, etc.

Lin :

Part de l'achat de la France dans les lins exportés de Russie avant la guerre.	85 %
Pourcentage du matériel linier français dans les régions envahies (broches).	93 %
dont : détruites.	33 %
— envoyées en Allemagne.	33
— endommagées.	33
Production en toiles . avant la guerre (par mois).	2.000.000 pièces
— en octobre 1920.	850.000 —

N. B. — Aux destructions d'outillage il faut ajouter *les réquisitions non payées* qui, pour les lainages de Roubaix—Tourcoing seuls, par exemple, ont été estimées à 540 millions de francs (valeur 1914).

INDUSTRIE MÉTALLURGIQUE

Fonte (86 % de la production française d'avant-guerre :

Production de Meurthe-et-Moselle, en 1914	3.560.000 tonnes
— en 1919	431.000 —
— en 1920	1.700.000 —
Production du Nord en 1914.	933.000 —
— en 1920.	93.000 —

Acier :

Production dans la production française d'avant-guerre.	78 %
Réduction de capacité	60 %

Laminoirs :

Proportion dans l'industrie française.	55 %
--	------

Il faudra plusieurs années pour leur remise en état.

Tôles :

Proportion du seul département du Nord dans l'industrie française.	60 %
--	------

Pas de chiffre pour des destructions, mais elles ont été considérables.

Tuyaux de fer et d'acier :

Proportion dans la production.	87 %
Reprise en 1920	25 %

Usines d'étampage et d'emboutissage :

Perte de production	75 %
Nombre des usines à gaz existantes.	200
— — détruites.	150
— de centrales électriques détruites.	32
— de centrales électriques détruites.	32
représentant.	201.500 kilomètres

Autres usines métallurgiques détruites : tréfileries, clouteries, fabriques de machines-outils, ateliers de constructions mécaniques, etc., etc.

CHARBONNAGES

Production du Nord et du Pas-de-Calais.	29.6 millions de tonnes
(sur 40 millions pour la France).	
Production des mines volontairement sabotées.	18.000.000 tonnes
(Plusieurs ne rapporteront pas avant des années.)	
Nombre de puits détruits et inondés.	140

(Destruction *systématique* et préméditée; pour quelques-uns on a recommencé l'opération jusqu'à quatre fois: au puits n° 14, de Lens, jusqu'à sept fois).

Nombre de mineurs <i>sans abri</i> à l'armistice.	190.000
Estimation des <i>mètres cubes</i> d'eau à pomper avant de pouvoir commencer les <i>travaux de réparation</i> (et non pas encore l'exploitation).	110 millions de m ³
Galeries à rétablir	2.800 km

A noter le fait que tous les chevalements, dans le Nord, ont été sciés à la *même hauteur*, indice irréfutable d'un *plan* préconçu; et que *tous les documents, plans* et relevés concernant les exploitations minières (*indispensables à leur fonctionnement*) ont été volontairement détruits.

Pour toute indication en ce qui concerne toutes ces destructions industrielles, M. Keynes n'emploie que ce seul et unique mot : « machinery », et ne fournit *absolument aucun chiffre*. Il se borne à dire que, comme pour le « système de transport » et les « mines » (aucun chiffre non plus en ce qui les concerne n'est donné par lui), « ces pertes, si sérieuses qu'elles puissent être, ne sauraient s'élever en valeur à des centaines de millions de livres sterling pour une si petite partie de la France ».

CONCLUSION. — Et voilà le livre qui, tiré à cent mille exemplaires, traduit, par le soin des Allemands, dans un très grand nombre de langues, a fait, chez certains neutres surtout, à la juste cause de la France, un tort malheureusement difficilement réparable.

Quant aux Allemands, les chiffres qui viennent d'être donnés permettent de conclure, comme nous l'avons fait dans nos articles, que ce serait la dernière des injustices si, en présence surtout de leur insistante mauvaise volonté et mauvaise foi depuis l'armistice, ils n'étaient pas contraints de payer *tout* ce qu'ils peuvent payer.

Henri BRENIER.

Directeur général des Services
de la Chambre de Commerce de Marseille.
